REPUBLIQUE FRANÇAISE

Département de MAINE-ET-LOIRE | 4e CIRCONSCRIPTION

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 18 NOVEMBRE 1962

CANDIDAT

UNION ET FRATERNITE FRANÇAISE

pour un Front National Populaire

Electrices, Electeurs,

REPONDANT à l'appel de l'U. F. F. de Maine-et-Loire, le 23 novembre 1958, je me présentais à vos suffrages.

Je me permets de vous rappeler que la IVe République venant d'être renversée par l'élan du 13 mai, l'immense espoir de renouveau dans la paix, la justice et l'honneur, anima notre nation de « Dunkerque à Tamanrasset », comme se plaisait à le déclarer les porte-parole officiels de l'époque.

Cependant, cette euphorie cachait à peine le piège de la nouvelle constitution proposée dans la confusion comme cela devait devenir une habitude par la suite. La Constitution portait en elle, le ferment du déchirement puisque :

1° **l'unité de la République n'était plus indiscutablement affirmée,**

2° **le droit de propriété n'était plus inviolable mais à la disposition de l'Etat,**

3° **un chassé-croisé d'articles permettait la confusion des pouvoirs et ouvrait la porte à l'arbitraire, donc à la dictature plus ou moins camouflée.**

Seul leader national à refuser les allées du pouvoir qui m'étaient offertes, heurtant mes propres amis qui crurent à un coup de tête, à un intérêt personnel ou à une collusion équivoque, j'ai dit NON et vous êtes nombreux à m'avoir refusé vos suffrages à l'époque, à cause de cela.

Quatre ans ont passé, lourds de larmes, de sang, de deuils et de honte.

La fine fleur de notre armée est en prison pour avoir voulu rester fidèle au serment du 13 mai.

Des millions de Français d'Algérie de toutes confessions, ont été traqués, calomniés, persécutés, assassinés pour avoir trop aimé la France qu'ils avaient tant défendue chaque fois qu'elle avait fait appel à leurs bras et à leur vie.

Les Français peuvent tenter de se disculper en disant ne rien connaître en politique. Ils peuvent estimer qu'ayant fait confiance à un homme, il faut encore attendre pour juger. Mais quatre ans d'expérience doivent suffire. C'est si vrai, que chacun s'interroge anxieusement en son fors intérieur sur un avenir bien sombre :

● **La propagande officielle peut chanter victoire et prospérité, mais lequel d'entre nous ne compare pas sans crainte pour le lendemain, les feuilles d'impôts de 1958 et de 1962 ! La Gestapo fiscale revient à l'honneur ; les gabelous se propagent déjà dans nos campagnes ; le chômage pointe à l'horizon et le pouvoir d'achat des travailleurs témoigne de la récession économique véritable, c'est-à-dire celle qui frappe le peuple.**

● Un million de réfugiés d'Algérie et des centaines de Musulmans, échappant à la tyrannie algérienne, rejoignant les milliers de harkis qu'il faut héberger, nourrir, reclasser, puisque le Gouvernement a voulu une politique de dégagement de leur province natale.

● **Bientôt, des millions de chômeurs italiens et des milliers de professions libérales au rabais, vont arriver en conséquence des dernières clauses du Marché Commun.**

● Demain, des millions de jeunes — nos filles et nos fils — qui vont faire de la France le pays le plus jeune d'Europe et qui vont demander, exiger leur droit à la vie, leur place au soleil, au moment où il n'y aura plus rien à leur offrir.

● **Pour quand, comme à Cuba, des bases soviétiques à Constantine ou à Mers-el-Kebir ? Pour quand, la demande allemande de réunification rhénane, visant l'Alsace-Lorraine ? Pour quand mourir pour Berlin, sera le sort le plus beau, alors que nous n'avons pas voulu vivre pour Alger et l'Eldorado saharien ?**

● Cela et bien d'autres choses angoissantes s'abattent sur notre vieille France désemparée, dirigée par un vieillard solitaire dont la grave maladie ne peut se cacher indéfiniment.

● **Les référendums tentent d'apporter une majorité de camouflage, mais elle est chaque fois plus réduite. Que peut-elle bien vouloir dire lorsque les électeurs doivent se prononcer sur des questions volontairement mal posées et pour un but différent quand il n'est pas contradictoire.**

L'heure est grave!

Avant que l'irréparable ne s'accomplisse, il faut préparer la .succession politique inévitable.

Il est impensable que la France puisse revenir au jeu stérile des partis. Il n'est rien à espérer de la nullité des hommes qui, à l'ombre de de Gaulle, s'appellent eux-mêmes « les godillots du général », tellement il est évident qu'en cet endroit, il ne saurait être mis autre chose que des pieds. Il est tout à craindre d'une spéculation communiste qui, par le biais d'un progressisme complice, pourrait nous pousser vers la dictature soviétique. Il est encore tout permis d'espérer de la promotion de militants nationaux que j'ai l'honneur de représenter. Ils n'attendent et ne désirent que le grand inventaire des idées et des hommes d'où partira le véritable redressement.

Ce redressement ne se fera que par les Etats Généraux de nos provinces et de la nation tout entière, seul chemin à suivre par les travailleurs éclairés, les pères et les mères de famille conscients, les citoyens ayant encore la foi. Ces Etats Généraux se feront sur les bases suivantes :

1) **Décentralisation industrielle et administrative permettant une vie et une autonomie provinciale, seule capable d'enrayer les méfaits de l'Etatisme et des trusts apatrides.**
2) **Organisation économique des professions restituant au travail ses droits et ses prérogatives. Renouveau du syndicalisme. Nous voulons un corporatisme populaire exprimant la volonté du peuple et disposant d'un droit de veto sur les décisions du pouvoir politique.**
3) **Réforme fiscale par la perception de l'impôt à la base, afin que soit rétablie l'égalité de la concurrence économique et rendre efficace la lutte contre les monopoles dont sont victimes les producteurs et les consommateurs.**
4) **Parité entre l'agriculture et l'industrie. Indexation des prix agricoles. Péréquation des dettes agricoles.**
5) **Garantie des droits du Travail. Abolition des zones de salaires. Egalité sociale devant les risques, la maladie et la vieillesse, par une réforme de la Sécurité Sociale et l'application des principes mutualistes.**
6) **Rétablissement des libertés familiales. Liberté réelle de tous les enseignements, par la réalisation de « l'allocation scolaire ». Promotion d'une culture populaire. Gratuité de la formation des élites. Egalité des chances au départ pour tous les jeunes.**
7) **Garantie constitutionnelle aux corps sociaux comme l'armée et la justice, de leur vocation et de leur continuité dans la défense des libertés et de la communauté nationale.**
8) **Solidarité Nationale pour les victimes du drame algérien.**
9) **Diminution immédiate des impôts par la suppression totale des milliards de subventions accordées sans retour aux pays d'Afrique Noire et d'Afrique du Nord, qui ont quitté la communauté nationale.**

Choisir

Les choses de l'Etat sont vôtres et votre devoir est de choisir ceux qui sont appelés à les gérer. Cependant, ce serait mentir et vous prendre pour des gogos que de vous promettre de vous représenter et de vous défendre si d'abord, on ne porte pas remède à l'origine du mal. Il est impensable qu'un député sortant ou un homme des partis politiques ayant participé au pouvoir, vienne aujourd'hui vous faire des promesses sur les conséquences fâcheuses de la loi, alors qu'au Palais-Bourbon, lui et ses amis l'ont précisément votée ! Que diriez-vous du médecin qui entretiendrait la maladie pour justifier ses visites ?

Il en est exactement de même pour le métier de parlementaire qui en plus, devrait se doubler d'une vocation pour le bien commun.

Si vous m'honorez de votre confiance et que j'aie la mission de vous représenter au Parlement, mon passé doit être pour vous le meilleur garant de l'avenir.

Je serai à la disposition de chacun et de tous, en tout lieu et en tout temps. Je veillerai et je lutterai pour que la loi redevienne enfin ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être, dans un pays comme le nôtre, c'est-à-dire le recours du faible contre le puissant, la protection du droit et de la justice contre le dérèglement du capitalisme aveugle, la garantie dans l'honneur de l'indépendance et de l'avenir de notre peuple.

Je fais confiance à votre clairvoyance, à votre courage et à votre patriotisme.

Pour que vive notre circonscription, vive la France.



Pierre POUJADE

Papetier — Père de cinq enfants
Combattant volontaire
Ancien des Forces Aériennes Françaises Libres
Directeur politique de l'hebdomadaire « Fraternité Française »
Président-fondateur de l'U.D.C.A.

Remplaçant éventuel :

Louis POUPARD

Représentant